

Unité départementale Rouen-Dieppe
1, rue Dufay
76100 Rouen

Rouen, le 02/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/05/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CEMEX (Anneville et Yville/Seine)

Lieux-dits « Plaine du Manoir Brésil »
« Le Sablon »
76480 Anneville-Ambourville

Références : UDRD-2024-07-T-489
Code AIOT : 0005802728

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/05/2024 dans l'établissement CEMEX (Anneville et Yville/Seine) implanté Lieux-dits « Plaine du Manoir Brésil » et « Le Sablon » 76480 Anneville-Ambourville. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre d'une sollicitation de l'exploitant, qui souhaite modifier son phasage d'exploitation le site du Manoir Brésil, pour permettre un mélange de différentes qualités de matériaux et ainsi respecter des spécificités de produits.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CEMEX (Anneville et Yville/Seine)
- Lieux-dits « Plaine du Manoir Brésil » et « Le Sablon » 76480 Anneville-Ambourville
- Code AIOT : 0005802728
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière CEMEX du Manoir Brésil extrait des sables et graviers, hors d'eau. L'extraction est autorisée jusqu'en 2036.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Modification du phasage d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 06/07/2018, article 1.6.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La modification des conditions d'exploitation de la carrière Manoir Brésil visant à modifier le phasage de l'extraction et du remblaiement nécessite le dépôt d'un dossier de porter à connaissance (PAC) exposant les nouvelles modalités envisagées. Ce dossier de PAC devra comprendre l'ensemble des éléments d'appréciation pour permettre à l'inspection de statuer sur le projet envisagé (étude d'incidence). L'instruction fera également l'objet d'une participation du public par voie électronique afin de recueillir l'avis des élus et des riverains.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Modification du phasage d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/07/2018, article 1.6.1
Thème(s) : Autre, Conditions d'exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté un projet de modification du phasage d'exploitation de sa carrière d'Yville et Anneville au lieu-dit "Manoir Brésil". Il souhaite, en parallèle de la zone en cours d'exploitation, située à l'Est du site, ouvrir un second secteur, côté Ouest, au plus près des habitations riveraines. L'exploitant motive sa demande par la qualité des matériaux actuellement extraits, qui nécessite un mélange avant leur commercialisation, pour répondre à des spécifications de produit. Les matériaux du secteur visé, à l'Ouest, doivent permettre ce mélange.</p> <p>L'exploitant a précisé que cette double exploitation n'entraînera pas de modification de la durée totale prévue. Il indique que cette modification de phasage permettra d'achever au plus tôt la période au cours de laquelle les riverains peuvent être exposés à des nuisances.</p> <p>L'inspection indique que, d'après les éléments présentés, cette modification pourrait être considérée comme notable mais non substantielle (ie : ne remet pas en causes les conclusions du dossier d'autorisation en matière d'impacts sur l'environnement), et peut faire l'objet d'un dossier de porter-à-connaissance.</p> <p>L'inspection précise que ce dossier devra aussi présenter les conséquences du projet en matières de garanties financières, du fait de l'augmentation de la surface exploitée en simultanée, ainsi que la démonstration des capacités techniques de l'exploitant à exploiter cette plus grande surface. Il conviendra également de montrer l'accord de la collectivité, qui pourrait ainsi se voir rétrocéder des terrains avant l'échéance prévue. Il faudra aussi consulter directement les riverains les plus concernés.</p>

Étant donné que l'exploitation de ces secteurs débutera plus tôt qu'initialement prévu, il est attendu que la fin d'exploitation intervienne aussi plus tôt, de manière proportionnée.

Lors de la visite terrain, l'inspection a pu constater que les travaux de remblaiement des parcelles au droit des riverains côté Ouest avaient été conduits selon le calendrier prévu.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°1 : Le projet tel que présenté par CEMEX visant la modification du phasage d'exploitation peut faire l'objet d'un dossier de porter-à-connaissance. Ce dossier devra être remis, avant la mise en œuvre du projet, soit sous 6 mois et comprendra une étude d'incidence avec les éléments d'appréciation dont l'accord des propriétaires et de la collectivité, la révision du phasage et les indications techniques associées, le planning global, l'impact sur le trafic routier et le bruit, la révision du calcul des garanties financières. Pour la bonne transparence du projet, l'instruction fera l'objet d'une participation du public par voie électronique (PPVE) pour recueillir l'avis des élus et des riverains à l'installation.

Type de suites proposées : Sans suite